

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 février 2021

---

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° AE646

présenté par

M. Lecoq, M. Chassaigne, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Dharréville, M. Dufrègne,  
Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Nilor, M. Peu,  
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

-----

**ARTICLE PREMIER****CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Après l'alinéa 139, insérer l'alinéa suivant :

« La France s'engage à rendre obligatoire pour les entreprises multinationales dont le siège est situé en France la publication annuelle d'un état financier public pays par pays où il sera indiqué pour chaque pays le chiffre d'affaires et les bénéfices réalisés, les impôts payés et le nombre de salariés. L'État soutient la mise en place de ce dispositif partout dans le monde au sein des organisations internationales idoines. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement permet de revenir sur le travail de fond mené par les députés communistes contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. De nombreuses ONG, syndicats et partis politiques demandent la publication d'un reporting public afin de rendre transparent les agissements des multinationales. Tout comme la réflexion pour limiter l'évasion fiscale en empêchant une multinationale d'être aidée par l'État dès lors qu'elle déclare ses bénéfices ailleurs. Il faut impérativement rester ferme face pratiques des entreprises multinationales, et cette loi semble idéal pour nous rappeler que ce combat concerne tous les pays du monde, développés ou non.